

## Appendice 2: Cadre logique

Atteindre les indicateurs d'impact ne fera pas partie de la responsabilité de la GIZ. Les indicateurs feront l'objet d'un suivi en lien avec la disponibilité des données. Les activités, les résultats escomptés et tous les indicateurs, cibles et niveaux de référence inclus dans le cadre logique ci-dessous sont indicatifs et peuvent être mis à jour par l'Organisation – en accord avec l'autorité contractante – pendant la mise en œuvre de l'Action. Les modifications seront convenues par écrit (échange de lettres ou d'e-mails). L'Organisation soulignera également les changements respectifs dans le prochain rapport.

<b>Titre du projet :</b>	<b>No. de contrat</b>	<b>Période de mise en œuvre</b>
<b>Renforcement de la résilience dans les zones frontalières</b>	<b>XXXXXX/XXXX/XXX-XXX</b>	<b>01/2025 – 09/2028</b>
<b>Pays/région/mondial</b>	<b>Version du cadre logique</b>	
<b>Sénégal, Mali, Guinée</b>	<b>24.10.2025</b>	

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (2025)	Valeurs cibles (2028)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
<b>Objectif général (Impact)</b>  Les conditions sociales, économiques, culturelles et institutionnelles pour la sécurité, la cohésion sociale, le développement et l'intégration					

économique des zones transfrontalières sélectionnées sont améliorées.					
<p><b>Objectif spécifique 1 (Effet)</b></p> <p>Renforcer la résilience des communautés locales en i) améliorant l'accès inclusif aux services de base et ii) en favorisant des activités génératrices de revenus inclusives et résilientes au climat via une approche de chaînes de valeur (entre autres extraction d'or renforcée et formalisée), en mettant l'accent sur les personnes vivant dans les zones les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.</p>	<p><b>Indicateur 1 OS 1</b></p> <p>Pourcentage de personnes formées par l'Action qui exercent une activité économique licite et viable (dans les 3 mois après la formation), ventilé par sexe et par tranche d'âge (jeunes de 15 à 35 ans ; autres)</p>	6500 personnes formées par l'Action	23 % de 6500 personnes formées (1.500 personnes, dont 70% de jeunes et 60% de femmes)	<p>Évaluation des études en cours sur la situation économique des participants en ce qui concerne l'emploi, ventilées par âge et par sexe selon la méthode GIZ pour mesurer les effets sur l'emploi, c'est-à-dire : Comparaisons avant et après de la situation de l'emploi à partir d'un échantillon représentatif à l'aide de questionnaires standardisés.</p> <p>Les jeunes ont entre 15 et 35 ans.</p> <p>Un emploi est défini comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- travail informel et/ou formel, dépendant, indépendant ou dans une entreprise familiale,</li> <li>- production des biens et/ou des services (y compris pour un usage personnel),</li> <li>- et génère des revenus et/ou bénéficie d'avantages en nature du fait de leur(s) emploi(s).</li> </ul>	<p>Les conditions politiques permettent une coopération entre les pays dans les zones transfrontalières.</p> <p>Les États sont disposés à renforcer les cadres de coopération entre eux.</p> <p>Il n'y a pas de crise politique majeure conduisant à la suspension du financement.</p> <p>Les conditions économiques restent suffisamment stables pour ne pas freiner l'activité économique.</p> <p>Les conditions de sécurité permettent l'exercice des activités économiques par les entreprises.</p>

				Enquête semestrielle, première en septembre 2025.	
	<p><b>Indicateur 2 OS 1</b>            Nombre de mécanismes de soutien à la création d'activités économiques créés par les acteurs locaux</p>	0	100 mécanismes	<p>Évaluation des listes de participants des mesures de qualification professionnelle et de soutien à l'entrepreneuriat et la création d'activités économiques en ce qui concerne le nombre de participants, leur âge et leur sexe. Évaluation du contenu des mesures en ce qui concerne le soutien à la création d'activités économiques.</p> <p>Un mécanisme de soutien à la création d'activités économiques peut être par exemple des mesures de formation professionnelle, des partenariats entre le secteur privé et des établissements de formation, appui aux MPME, accès aux mécanismes de financement public, amélioration des services des pôles d'emploi etc.</p>	

				<p>Un mécanisme de soutien est considéré comme créé lorsqu'il est accompagné d'un dispositif pérenne avec par exemple une gouvernance locale ou un plan d'action.</p> <p>Collecte de données annuelle, première fois en 12/2025.</p>	
	<p><b>Indicateur 3 OS 1</b> Nombre (a) d'emplois soutenus/maintenus par l'UE, ventilé par sexe, âge, niveau de revenu (GERF 2.13, a).</p>	0	2500 emplois	<p>Enquêtes de référence et de fin de projet menées et budgétisées par l'intervention financée par l'UE.</p> <p>Enquête semestrielle, première en septembre 2025.</p>	
<p><b>Objectif spécifique 2 (Effet)</b></p> <p>Favoriser la coopération transfrontalière via des activités d'intérêt commun et une gouvernance locale renforcée (en fonction du contexte local, participation inclusive des jeunes, des femmes, de la société civile et des autorités locales) .</p>	<p><b>Indicateur 1 OS 2</b> Nombre de GLCT institutionnalisés et opérationnels</p>	2	4	<p>Évaluation des décrets d'institutionnalisation des GLCT élaborés et signés.</p> <p>Un GLCT peut être défini comme « institutionnalisé » si le décret d'institutionnalisation a été signé par les deux gouvernements concernés.</p> <p>Un GLCT peut être considéré « opérationnels » si le secrétariat permanent est opérationnel, si les membres du GLCT se réunissent régulièrement, s'il dispose des outils opérationnels tels que des PTDL et si les membres ont été formés en planification, mise en œuvre et financement</p>	

				de mesures de développement local.	
				Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.	
	<p><b>Indicateur 2 OS 2</b>            Nombre de politiques gouvernementales élaborées ou révisées avec la participation des organisations de la société civile grâce au soutien de l'UE</p>	4	10	<p>Rapports d'activités des partenaires de l'intervention financée par l'UE. Evaluation finale comportant analyse des données.</p> <p>Une politique gouvernementale élaborée ou révisée est défini par un accord, décret, une stratégie nationale ou un plan d'action qui est signé par au moins 2 institutions de coopération transfrontalières ou autorités politiques, issus d'au moins 2 pays entre le Sénégal, le Mali ou la Guinée, formalisant officiellement la coopération transfrontalière entre ces deux pays. Ceci peut être à titre d'exemple des décrets de création d'un GLCT signés par deux Etats etc. Il en fait partie des stratégies nationales de coopération transfrontalière signée et leurs plans d'action au niveau national.</p> <p>Collecte de données unique en 04/2028.</p>	

	<p><b>Indicateur 3 OS 2</b>          Pourcentage de la population qui se déclare satisfait des services reçus, ventilé par sexe (indicateur OPSYS prédéfini 1353).</p>	0	<p>70 % de 15000 personnes ayant un accès amélioré aux services de base sociaux, grâce à l'intervention, ventilé par sexe/âge</p>	<p>Statistiques des acteurs des territoires concernés.</p> <p>Évaluation sur la base d'un échantillonnage représentatif des personnes ayant eu accès aux services de base sociaux</p> <p>Collecte de données annuelle pour la première fois, 12/2025.</p>	
<p><b>Résultat 1</b>          La disponibilité des services économiques de base sensibles au genre et à l'environnement est renforcée.</p>	<p><b>Indicateur de résultat 1.1</b>          Nombre de personnes formées par l'intervention de l'UE ayant développé leurs connaissances ou leurs compétences, ventilé par sexe/âge/thématique de la compétence développée (Opsys, indicateur prédéfini OPSYS ligne 1434)</p>	0	<p>6500 personnes (4500 personnes (1500 par pays) bénéficiant d'une mesure de qualification professionnelle et 1200 MPME (400 par pays) bénéficiant d'une mesure visant à développer leurs compétences et 700 personnes (environ 233 par pays) bénéficiant d'une mesure de renforcement des capacités pour l'amélioration des chaînes de valeur)</p> <p>Dont :          F : 3900          M : 2600          Jeunes &lt; 35 ans : 4550</p> <p>Secteur agricole : 70%          Secteur orpaillage : 10%          Autre : 20%</p>	<p>Évaluation des listes de participants des mesures de formation et/ou de développement de compétences en ce qui concerne le nombre de participants, leur âge, sexe, niveau de revenu, appartenance ethnique.</p> <p>Les mesures de formations et/ou de développement de compétences peuvent être à titre d'exemple, des mesures de qualification dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage ou de l'extraction de l'or ainsi que des mesures visant à développer les MPME, par exemple, la formation à l'entrepreneuriat, les mesures visant à formaliser les coopératives, mesures de renforcement des capacités techniques des coopératives etc.</p>	<p>Les acteurs locaux adhèrent et participent aux processus mis en place.</p> <p>Les cadres, mécanismes et processus créés s'appuient sur les dynamiques existantes.</p> <p>Les opérateurs de mise en œuvre disposent des compétences, des capacités et du personnel bien formé pour mettre en œuvre les activités du programme dans la qualité requise et dans le respect des conditions techniques, financières, humaines et sécuritaires avec</p>

				Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.	une gestion sensible aux conflits.
	<p><b>Indicateur de résultat 1.2</b>            Nombre de personnes aidées à développer des activités économiques génératrices de revenus, ventilé par sexe/âge/niveau de revenu/origine ethnique (GERF 2.39, proxy)</p>	0	1500 personnes	<p>Recenser les personnes dans le cadre des études sur l'évolution des participants en ce qui concerne le développement de nouvelles activités économiques génératrices de revenus, ventilées par sexe, âge, niveau de revenu, origine ethnique. Mesure selon la méthode GIZ pour mesurer les effets sur l'emploi, c'est-à-dire comparaisons avant et après à partir d'un échantillon représentatif avec des questionnaires standardisés.</p> <p>Enquête semestrielle, la première fois 09/2025.</p>	<p>Les acteurs locaux de fourniture d'infrastructures économiques de base ont la volonté et le mandat pour le développement local.</p> <p>Les femmes et les jeunes bénéficient d'une participation réelle, avec la prise en compte systématique de leurs perceptions, conditions de vie et besoins.</p>
	<p><b>Indicateur de résultat 1.3</b>            Nombre d'initiatives et de formations pour soutenir le secteur de l'orpaillage artisanal</p>	0	50 initiatives et formations	<p>Rapports d'activités des partenaires.</p> <p>Initiatives et formations pour soutenir le secteur de l'orpaillage sont par exemple le soutien à la formalisation des GIE et/ou coopératives, le soutien à la mise en réseau des associations dans le domaine, ou encore la formation pour des techniques minières sans le mercure.</p>	<p>Il existe une volonté politique entre les trois pays de coopérer au-delà des frontières.</p>

				Collecte de données annuelle, première fois en 12/2025.
	<p><b>Indicateur de résultat 1.4</b></p> <p>Nombre d'infrastructures publiques économiques créées</p>	0	100 infrastructures publiques économiques	<p>Évaluation de la documentation du partenaire sur la mise en œuvre des infrastructures économiques.</p> <p>Les infrastructures publiques économiques créés, sont le financement et/ou la réhabilitation durable soit d'infrastructures économiques telles que l'introduction de techniques d'extraction de l'or sans mercure ou la réhabilitation des marchés, etc.</p> <p>Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.</p>
<p><b>Résultat 2</b></p> <p>Les opportunités de dialogue social et la disponibilité des services sociaux de base sensibles au genre sont améliorées.</p>	<p><b>Indicateur de résultat 2.1</b></p> <p>Nombre d'infrastructures sociales construites ou réhabilitées avec le soutien de l'UE, ventilé par type d'infrastructure</p>	0	100 infrastructures sociales construites ou réhabilitées	<p>Liste des infrastructures sociales de bases construites ou réhabilitées par le projet.</p> <p>Les infrastructures sociales de base sont des fournitures de base, telles qu'à titre d'exemple l'eau, l'électricité ou la santé, des marchés etc.</p> <p>Collecte de données annuelle, première fois en 12/2025.</p>
	<p><b>Indicateur de résultat 2.2</b></p> <p>Nombre de personnes ayant un accès amélioré</p>	0	15.000 personnes (5000 personnes par pays)	Évaluation en interrogeant un échantillon de bénéficiaires des services de base sociaux dans la zone d'intervention en

	aux services de base sociaux, grâce à l'intervention, ventilé par sexe/âge (OPSYS indicateur prédéfini, ligne 1391).		F : 9000 H : 6000 Moins de 35 ans : 10500	<p>ce qui concerne l'évaluation de leur accès aux services par rapport à une enquête de référence au début du projet ventilé par sexe, âge, niveau de revenu, origine ethnique. L'évaluation est basée sur une échelle de 1 (insatisfaisant) à 10 (très bien).</p> <p>Les services sociaux de base sont des fournitures de base, telles qu'à titre d'exemple l'eau, ou la santé, ainsi que des offres dans les domaines de la culture, du sport et de la résolution des conflits, de la cohésion sociale et de la participation des jeunes.</p> <p>Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.</p>
	<b>Indicateur de résultat 2.3</b> Nombre de personnes impliquées dans les événements de dialogue social et économique soutenus par l'intervention, ventilé par âge et par sexe	0	<p>6500 personnes dont</p> <p>Jeunes : 4550 F: 3900 H: 2600</p>	<p>Rapport d'avancement semestriel ou annuel.</p> <p>Évaluation des listes de participant.e.s aux dialogues, analyse des sujets abordés (par exemple, autonomisation économique des femmes, promotion des PME; protection de l'environnement ; Inclusion des femmes et des jeunes dans les prises de décisions...)</p>

				Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.
	<p><b>Indicateur de résultat 2.4</b></p> <p>Nombre de collectivités locales qui adoptent et mettent en œuvre la réhabilitation des infrastructures sociaux de base par une approche participative</p>	0	60 collectivités locales	<p>Analyse des rapports d'activités des partenaires afin de recenser le nombre de collectivités locales bénéficiant d'infrastructures sociales de bases construites ou réhabilitées par le projet.</p> <p>Les collectivités locales qui adoptent et mettent en œuvre est définit comme suit : les prestataires étatiques ou non-étatiques de services sociaux de base dans différentes collectivités locales participent aux mesures de réhabilitation d'infrastructures sociaux de base et mettent en œuvre les nouvelles approches.</p> <p>Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.</p>
	<p><b>Indicateur de résultat 2.5</b></p> <p>Nombre d'activités/événements explicitement dédiés à la sensibilisation du grand public aux questions environnementales</p>	0	45 activités/événements (9 activités x 5 GLCT)	<p>Analyse des rapports d'activités des partenaires afin de recenser le nombre d'activités/d'évènements explicitement dédiés à la sensibilisation environnementale.</p> <p>Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.</p>

	<p><b>Indicateur de résultat 2.6</b></p> <p>Nombre d'institutions étatiques et d'acteurs non étatiques soutenus en matière de sécurité, de gestion des frontières, de lutte contre l'extrémisme violent, de prévention des conflits, de protection de la population civile et des droits de l'homme</p>	<p>0</p>	<p>50 institutions étatiques et acteurs non étatiques</p>	<p>Analyse des rapports d'activités des partenaires afin de recenser le nombre d'institutions étatiques et/ou non-étatiques qui ont bénéficiés de mesures en matière de sécurité, de gestion des frontières, de lutte contre l'extrémisme violent, de prévention des conflits, de protection de la population civile et des droits de l'homme.</p> <p>Les institutions non-étatiques comprennent par exemples les organisations de la société civile locales, associations de femmes/jeunes, médias communautaires...</p> <p>Soutenu est défini comme mesure de renforcement des capacités des acteurs comme par exemple des formations, accompagnement à la mise en place de mesures telles que la gestion et prévention de conflit, des mesures culturelles (transfrontalières), des mesures de sport etc.</p> <p>Les mesures en matière de sécurité, de gestion des frontières, de lutte contre l'extrémisme violent, de prévention des conflits, de protection de la population</p>	
--	---	----------	---	---	--

				<p>civile t des droits de l'homme sont notamment des mesures de gestion et de prévention de conflit, des mesures culturelles (transfrontalières), des mesures de sport etc.</p> <p>Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.</p>	
	<p><b>Indicateur de résultat 2.7</b></p> <p>Nombre d'accords locaux signés et mis en œuvre</p>	0	30 accords	<p>Analyse des rapports d'activités des partenaires afin de recenser le nombre d'accords signés et mis en œuvre à la suite des activités de gestion de conflit et/ou les activités de dialogue.</p> <p>Collecte de données annuelle, la première fois en 12/2025.</p>	
<p><b>Résultat 3</b></p> <p>Les mécanismes de la coopération transfrontalière dans le domaine du développement local sont renforcés.</p>	<p><b>Indicateur de résultat 3.1</b></p> <p>Nombre de nouvelles entités transfrontalières crée de façon inclusive, ensemble avec un plan de développement</p>	2 PTDL créés par 2 GLCT de façon inclusive	3 PTDL créés par 3 GLCT de façon inclusive	<p>Évaluation des PTDL et procès-verbaux des réunions de travail des GLCT en matière de création d'entités transfrontalières, le développement des PTLD et l'inclusivité.</p> <p>Inclusif signifie que les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés sont inclus dans les associations municipales de coopération transfrontalière.</p> <p>Nouvelle entité crée signifie un GLCT ou un autre comité</p>	

				supranational de coopération transfrontalière institutionnalisé. Collecte de données unique: 12/2026.
	<b>Indicateur de résultat 3.2</b> Nombre de PTDL créé et/ou mis à jour en consultation avec les acteurs locaux, avec le soutien de l'intervention	N/A	5	Évaluation des PTDL et des comptes rendus des réunions de travail du GLCT en matière d'élaboration ou de mise à jour des PTDL.  Un plan de développement est considéré comme créé ou révisé lorsqu'il existe un plan d'action annuel pour l'année en cours qui sert de base à sa mise en œuvre.  Collecte de données unique 12/2026.
	<b>Indicateur de résultat 3.3</b> Nombre de plans d'action de développement local qui incluent des objectifs et des approches en matière de protection de l'environnement	0	5	Évaluation des PTDL et des comptes rendus des réunions de travail du GLCT en matière d'élaboration ou de mise à jour des PTDL concernant l'inclusion des objectifs et des approches en matière de protection de l'environnement dans les PTDL.  Collecte de données unique 12/2026.
	<b>Indicateur de résultat 3.4</b> Nombre d'initiatives de coopération	0	45	Evaluation finale incluant l'analyse des PTDL et procès-verbaux des réunions de travail des GLCT ainsi que les

	transfrontalière conjointe entre les autorités			<p>PV des réunions entre les autorités locales concernant la coopération transfrontalière.</p> <p>Les initiatives de coopération peuvent être locales (communautaires), inter collectivité, institutionnelles</p> <p>Collecte de données unique : 04/2028.</p>	
	<p><b>Indicateur de résultat 3.5</b> Nombre de services de base mis en place avec le soutien de l'UE</p>	0	15	<p>Évaluation de la documentation du partenaire sur la mise en œuvre des services de base à caractère transfrontalier issues des PTDL.</p> <p>Les services de base mise en place, sont le financement et/ou la réhabilitation durable de mesures d'infrastructure sociale de base telles que le renforcement des centres de santé ou l'approvisionnement en eau ou des mesures de participation sociale, telles que des forums de dialogue ou autre, issus des PTDL.</p> <p>Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.</p>	
	<p><b>Indicateur de résultat 3.6</b> Nombre de titulaires de droits ayant accès aux</p>	0	3000 personnes	<p>Évaluation de la documentation du partenaire sur les services de base à</p>	

	<p>services de base (eau, assainissement, éducation), ventilé par sexe/âge/niveau de revenu/appartenance ethnique</p>			<p>caractère transfrontalier mit en place et leur rayon.</p> <p>Les services de base concernent les infrastructures économiques, telles que l'introduction de techniques d'extraction de l'or sans mercure ou la réhabilitation des marchés, soit de mesures d'infrastructure sociale de base telles que le renforcement des centres de santé ou l'approvisionnement en eau, issus des PTDL.</p> <p>Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.</p>	
	<p><b>Indicateur de résultat 3.7</b></p> <p>Nombre d'acteurs étatiques et non étatiques soutenus et impliqués dans les consultations de création des PTDL (GERF 2.23, proxy )</p>	<p>0</p>	<p>600 acteurs</p>	<p>Analyse des rapports des partenaires pour le recensement des personnes qui ont bénéficiées d'une mesure de renforcement des capacités dans le secteur de la coopération transfrontalière.</p> <p>Soutenu est défini comme mesure de renforcement des capacités dans le secteur de la coopération transfrontalière, tel que la planification transfrontalière, le financement des mesures de développement transfrontalières etc.</p>	

				Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.
	<b>Indicateur de résultat 3.8</b> Nombre d'échanges entre acteurs politiques sur la question	0	35 échanges entre acteurs	Analyse des rapports des partenaires pour le recensement des échanges entre acteurs politiques qui ont eu lieu sur la question de la coopération transfrontalière.  Un échange peut être au niveau national, régional, ou local.  Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.
	<b>Indicateur de résultat 3.9</b> Nombre d'actions de communication et de cadres de plaidoyer créés	0	15 actions ou plaidoyer	Analyse des rapports des partenaires pour le recensement des actions de communication et/ou de plaidoyer créés.  Les actions de communication et/ou de plaidoyer concernent les actions avec le sujet de la coopération transfrontalière.  Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.
	<b>Indicateur de résultat 3.10</b> Nombre de recherches menées dans la région	0	3 recherches	Analyse des rapports des partenaires pour le recensement des travaux de recherche menées dans la région sur les dynamiques socioéconomiques et/ou la coopération transfrontalière.

				<p>Les recherches menées peuvent être des recherches concernant les dynamiques socioéconomiques et/ou la coopération transfrontalière.</p> <p>Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.</p>
	<p><b>Indicateur de résultat 3.11</b></p> <p>Nombre de rapports analytiques produits</p>	0	3 rapports analytiques	<p>Analyse des rapports des partenaires pour le recensement des travaux de recherche menées dans la région sur les dynamiques socioéconomiques et/ou la coopération transfrontalière et leurs rapports analytiques.</p> <p>Les rapports analytiques sont des aperçus analytiques des recherches menées sur les dynamiques socioéconomiques et/ou la coopération transfrontalière.</p> <p>Enquête annuelle, la première fois en 12/2026.</p>
	<p><b>Indicateur de résultat 3.12</b></p> <p>Nombre de réunions de coordination régionales soutenues par l'intervention de l'UE.</p>	0	48 réunions	<p>Recensement des réunions du Copil et de coordination de l'Action « Zones Frontalières Pacifiques et Résilientes » et du projet « ReZo » au niveau supranational.</p> <p>Enquête unique en 05/2028.</p>